

# Dans les kiosques

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1977)**

Heft 403

PDF erstellt am: **13.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*  
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, [www.library.ethz.ch](http://www.library.ethz.ch)

<http://www.e-periodica.ch>

directe révèle en Suisse, en comparaison européenne, la primauté de la fiscalité directe; là où la plupart des pays oscillent entre 50-50, la Suisse inscrit 72 (fiscalité directe) contre 28 (fiscalité indirecte). D'autre part la Suisse est le pays industrialisé où la part des dépenses publiques au PNB est la plus faible. La croissance des dépenses publiques n'est pas un idéal en soi; mais elle a des raisons structurelles (vieillesse de la population, enseignements longs, protection de l'environnement, communication); elle représente aussi un correctif nécessaire pour une meilleure répartition des revenus. Dès lors, le rapprochement part de l'Etat au PNB et faible fiscalité indirecte révèle que la Suisse ne peut assurer son développement sans une fiscalité indirecte plus importante.

La deuxième remarque est politique. Nous l'avons déjà développée ici. Simple rappel donc. La fiscalité indirecte est plus difficile « à faire passer » pour la gauche, traditionnellement opposée aux impôts de consommation, que pour la droite. Le véritable compromis helvétique aurait été que les principaux partenaires reconnaissent la signification des deux tableaux : fiscalité indirecte, faible, la gauche admettant qu'elle peut être corrigée; dépenses publiques faibles par rapport au PNB, la droite admettant qu'elles peuvent être, notamment dans leur aspect social, renforcées.

En refusant de faire sa part, à la recherche d'un véritable « compromis historique » la droite a assumé une responsabilité lourde.

#### **Le refus de la déflation**

L'argument décisif qui nous fait sans hésitation choisir le « oui » est économique; il concerne directement le pouvoir d'achat des travailleurs.

Ce qui caractérise la vie économique suisse,

c'est une déflation profonde, plus grave que dans aucun autre pays. Qu'on en juge par les 300 000 emplois disparus ! L'émigration étrangère a stoppé les investissements, provoqué une stabilisation de la consommation, diminué les recettes fiscales.

Le refus de la TVA représenterait une relance ... de la déflation. Doublement. Les budgets publics plus serrés réduiront d'autant investissements et commandes. D'autre part l'équilibre financier sera recherché soit par la hausse de certaines cotisations soit par l'augmentation par les cantons aux abois des impôts directs. Cotisations ou impôts réduisent d'autant le pouvoir d'achat des salariés : ils ne sont pas compensés.

La TVA, elle, est incorporée aux prix. Elle représentera une augmentation du coût de la vie de 3 %. Dans la très grande majorité des cas, cette hausse sera compensée, qu'il s'agisse des salaires, qu'il s'agisse de l'AVS. Il n'y aura donc pas de diminution du pouvoir d'achat. Certes, le processus inflationniste sera très partiellement relancé. Certes, l'industrie d'exportation aura à payer en adaptation de salaires le milliard reçu par le passage de l'ICHA à la TVA. Mais 3 % d'inflation supplémentaire s'ajoutant au 2 % de notre record mondial, c'est supportable.

Le refus de la TVA signifierait à coup sûr une diminution du pouvoir d'achat, des restrictions supplémentaires, une déflation tombant au plus mauvais moment économique. L'acceptation ne compromet pas le pouvoir d'achat, par le jeu de l'indexation, et n'aggrave pas le ralentissement économique.

Il n'y a pas de solution idéale. Mais nous ne pouvons souscrire ni à l'alternative politique de la droite, ni à la déflation. Donc, c'est « oui ».

## Présence du Tessin

Après « J'achète mieux » en Suisse romande, « Prüf mit » en Suisse alémanique, il existe aussi une revue indépendante de consommateurs en langue italienne « La borsa della spesa ». Il s'agit d'un périodique trimestriel qui entame sa troisième année de parution. En deux ans, l'afflux d'abonnés-membres a permis de passer de 16 à 40 pages par numéro. Nous lisons dans le cahier qui vient de paraître que la Radio de la Suisse italienne a depuis le début de cette année trois brefs bulletins d'informations pour les consommateurs. Par conséquent les consommateurs de nos trois langues officielles bénéficient actuellement d'émissions radiophoniques et télévisées d'une part, et d'une presse spécialisées d'autre part. Si l'on additionne les tirages des trois revues on doit obtenir un tirage total situé entre 80 000 et 100 000 exemplaires. Et cette presse se passe de publicité, ce que nous nous plaisons à préciser.

— Une revue culturelle de gauche a fait son apparition au début de l'année. « Kulturmagazin », bimestriel, a publié deux numéros bien présentés, bien illustrés et très substantiels. Si le succès du premier numéro se maintient — le premier tirage avait été rapidement épuisé et un deuxième tirage avait suivi — « l'art et la politique culturelle démocratique » (sous-titre) auront enfin l'occasion de se manifester. A signaler, dans le numéro 2, des photos sur le chômage en Suisse de 1931 à 1936, du photographe Hans Staub que l'on redécouvre heureusement.

— Deux hebdomadaires publient des études de Beat Kappeler qui vient d'être nommé au secrétariat de l'Union syndicale suisse, des articles rédigés par l'auteur lorsqu'il était journaliste libre (voir aussi en p. 7). La série qui paraît dans « Finanzzeitung » est consacrée à l'organisation de la santé en Suisse. La « Weltwoche » publie elle un travail de B. K. sur les disparités régionales.